

# Sur la révolte des tentes – impressions

Haïfa - 10 aout 2011

par Michèle Sibony

Le Mouvement a surpris dans une société rendue muette et immobile par des années de formolisation, et c'est un véritable soulagement de réaliser qu'elle est vivante et capable de secouer sa léthargie.

Lors de la manifestation des 150 000 du 30 juillet, Gideon Levy écrivait déjà qu'il n'y avait pas eu de manifestation de cette ampleur depuis celle de... Sabra et Chatila. La société israélienne se mobilisant massivement depuis des années plutôt pour des commémorations comme lors de l'assassinat de Rabin, que pour des revendications. Les grandes manifestations revendicatives de ces dernières années, souligne Michel Warschawski de l'AIC, sont celles des colons et des orthodoxes à Jérusalem. L'espoir d'un changement est donc permis. On ne peut que s'en réjouir mais il semble qu'au delà des revendications sociales fortes engagées contre la politique néolibérale, les éléments nécessaires à un réel changement ne soient encore présents qu'en germes dans une société bridée depuis des années autour de la sécurité et d'une vision close d'Israël isolé dans une région hostile. Cependant là aussi il y a mouvement, mais plus lent, presque souterrain mais affleurant parfois la surface avec prudence. Tout le monde semble ici mesurer les risques d'explosion du mouvement dans sa globalité, et d'un repli consécutif d'autant plus rigide.

Car il y a des tyrans non moins persécuteurs et dangereux que Ben Ali, Moubarak, ou même El Assad, et tout aussi difficiles à combattre. Ceux-là, le peuple les a toujours détestés depuis la prison ou la rue, alors que la **sécurité nationale condition de la survie** pèse comme une chape de plomb obligée et assumée par tous dans un consensus de béton depuis la fondation de l'Etat. Quant au néolibéralisme, ici comme ailleurs des années de martèlement médiatique et politique ont ancré dans les esprits qu'il est l'unique système viable pour les sociétés humaines. Comment haïr et renverser ce qui est la seule option ? A cet égard il faut noter les pathétiques efforts des médias politiques israéliens pour maintenir à tout prix le débat autour du tout économique libéral comme seul ordre du jour acceptable. Le mot économie prononcé toutes les minutes dans tous les débats traduit la volonté de traiter toute la revendication dans cet unique cadre. Il s'agit, résume un des experts économistes (et ils sont à l'honneur), de revenir d'un libéralisme de monopole à un libéralisme de concurrence!

Shelly Yakhimovitch, représentante et peut-être future candidate du parti travailliste en déroute depuis les dernières élections, explique que « riches comme nous sommes, arrivant en tête pour tous les critères de l'OCDE, nous avons les moyens de revenir à la social démocratie ». Enthousiasmant programme !

Et en fait tout cela concorde : la dénonciation du néolibéralisme est catégorique et radicale ; les gens qui s'expriment sur les places et devant les campements reprennent tous la litanie des privatisations, déréglementations et baisse de pouvoir d'achat; mais ils disent aussi qu'ils ne veulent plus vivre ainsi, qu'ils veulent vivre autrement, et cela ne peut se résumer à des changements économiques. Le slogan majeur, absolu, est partout : **le peuple veut la justice sociale**. Partout le mot révolution est repris dans les manifestations. Les aspirations semblent être bien plus grandes que ce qui peut être exprimé.

***Un peuple entier réclame un avenir !***

C'est l'un des slogans lus et entendus sur l'esplanade Rothschild, rebaptisée par un panneau : ici place Tahrir, avec en sous-titre : « Netanyahu , Moubarak t'attend ! » (au tribunal ; ndlt). Ce slogan contient à lui seul beaucoup des questionnements et paradoxes qui traversent ce mouvement. Que

recouvre l'expression « un peuple entier » ? Quel sens donner au terme « avenir » ? Question d'autant plus chargée que ce slogan actualise en écho celui scandé il y a bientôt trente ans par les masses de feu *La Paix Maintenant* dissoutes par et dans l'échec de Camp David 2 : **un peuple entier réclame la paix**. Le même peuple dans la rue ne dit plus un mot de la paix, pourtant quelques frémissements indiquent que le thème n'est pas loin des pensées, mais si brûlant et gros de risques que l'on préfère se taire. C'est même dit-on une décision assumée par les leaders du mouvement.

Le cinéaste israélien Eyal Sivan me faisait remarquer dans la manifestation du 30 juillet le petit nombre de drapeaux israéliens, beaucoup beaucoup moins disait-il que dans n'importe quelle manifestation de Shalom Archav. Effectivement quand on connaît le rôle du drapeau ici, présent sur les toits, les balcons, les jardins, les magasins, les voitures, sur un nombre incalculable de lieux publics et privés, cela ne laisse d'étonner et de recentrer. Cette revendication se veut sociale et non nationale. **Ce qui constitue en soit une brèche dans le consensus**. C'est ce qu'exprime **Shira Ohayon**, représentante des mères célibataires à la grande tribune de Tel Aviv lors de la manifestation des 350 000 en point d'orgue de son intervention (1) par ces mots : **nous n'avons aucune sécurité dans ce pays!** Et ces paroles reçues 5 sur 5 par la foule qui hurle sonnent comme une menace et un rappel : le terme sécurité ici est posé durement en contrepoint de l'autre sacro-sainte devant laquelle tout doit se taire et reculer.

Sécurité sociale contre sécurité nationale? C'est précisément le piège à éviter pour la majorité des manifestants... de gauche.

Quasiment toutes les prises de paroles des acteurs du mouvement commencent par : « moi citoyen-citoyenne qui paie des impôts et ai servi dans l'armée... ». La revendication semble ne pouvoir légitimement s'exprimer qu'à partir de cette référence au consensus.

La gauche sioniste comme la droite jusqu'à l'extrême droite s'emploie elle à rappeler de façon incessante le consensus sioniste. Le représentant de la très sioniste Union des Etudiants sera le seul des leaders du mouvement à évoquer le sionisme dans son discours et monter sur la tribune lors de la manif des 350 000 en portant le drapeau d'Israël. A cet égard, le communiqué de LPM France transmet clairement le message en France :

*« ...Une part grandissante de la population israélienne prend conscience du fait que les réformes ultra-libérales menées par les différents gouvernements depuis le début des années 2000 sapent l'un des piliers du sionisme : la justice sociale. »*

Sans commentaire!

Lors de la manifestation du 6 août, nombre des interrogés, manifestants ou artistes et personnalités, prendront sèchement leur distance vis-à-vis de la sacro sainte sécurité nationale, prétexte disent-ils à faire tout avaler au peuple. Le très politique comédien **Moshe Ivgui** donne le ton. Il indique même qu'il craint comme beaucoup que l'on n'hésite pas à provoquer des incidents frontaliers ou des événements concernant la sécurité pour éteindre le feu du mouvement social. Effectivement les tirs sur la frontière libanaise d'il y a quelques jours ont donné lieu à cette interprétation : c'est Bibi qui aurait provoqué l'incident pour ramener sur le terrain où l'on ne peut que se taire : celui de la sécurité nationale.

Une promenade de fin d'après midi sur le terre plein du boulevard Rothschild, le lendemain des premières propositions de B. Netanyaou. La pancarte du jour ? « BIBI: Trop peu ! Trop tard ! » Un groupe d'extrême droite religieux avec kippas, drapeaux israéliens brandis, surgit soudain et parcourt le boulevard en défilé martial en scandant bruyamment : « Am Israël Haï » (Le peuple d'Israël vit) et « Mi ani... Tsioni » (Qui suis-je... sioniste!). Regards ironiques ou mécontents, mais pas ou peu de frictions. Ce sont sans doute les mêmes qui sont venus quelques jours plus tôt arracher le drapeau palestinien sur « La tente 1948 », l'unique du boulevard, que je découvre au

milieu des autres avec les inscriptions : « Il y a aussi des arabes qui vivent ici », « Destructures de maisons, expulsions, confiscations ».

Et plus loin un autre rappel sur une autre tente : « justice pour touuuuuus ! » Référence au discours de la victoire électorale de Barak en 1999 : « je serai le premier ministre de touuuuuus ! » (le couuuuulam!) Là, c'étaient les juifs orientaux qui s'étaient sentis exclus...

Question : qui est incluse dans ce touuuuus ? Pour certains ne pas oublier les juifs orientaux, pour d'autres les femmes, les religieux, les colons (2), les classes les plus pauvres de la société israélienne qui ont beaucoup de mal à rejoindre le mouvement et être entendues. Touuuuuuus sauf... ceux qui n'ont aucune possibilité de faire partie du consensus sioniste et pour cause ! Ceux qui ont des problèmes de logement depuis au moins 1948. Ceux-là sont reconnus à la marge seulement, dans les groupes communistes, ceux dits d'extrême gauche, et quelques groupes progressistes. Pourtant, de Haïfa le 30 juillet des amis m'appelaient depuis la manifestation; alors que j'exprimais ma tristesse de ne pas voir d'arabes à Tel-Aviv dans les cortèges immenses, eux manifestaient avec des Palestiniens de Haïfa avec des slogans contre l'occupation.

La frustration est grande dans le collectif arabe : Abir Kopti l'analyse avec beaucoup de justesse dans son article intitulé « tente 1948 » ([tente 1948](#)).

Keefah, une amie palestinienne de Haïfa qui travaille dans un ministère à Tel Aviv, seule arabe sur 200 employés qui pour la plupart me dit-elle n'avaient jamais adressé la parole à un arabe auparavant, tente de traduire ses sentiments : *nous, ça fait des années qu'on demande la justice sociale! Et on en a marre d'être seuls. Si cet Etat parvenait réellement à être celui de tous ses citoyens, traités à égalité, je n'aurais pas de problème à ce qu'il s'appelle Israël. Pourtant je reconnais que cela a bougé; j'entends les gens parler à mon travail et poser la question : à quoi leur sert un Etat juif et le sionisme s'il ne leur garantit pas une vie décente ?*

Les Palestiniens d'Israël savent mieux que quiconque ce que peut coûter de violence un forcing sur cette question. Ils sont témoins d'un mouvement qui n'a pas les moyens de poser les vraies questions, d'inclure toute la population, et donc d'être révolutionnaire. Même si le slogan « Ma'apeha » (Révolution) résonne partout dans les cortèges.

Lin Chalozin, de Tel Aviv, m'a cependant reprise dans une conversation sur l'avenir du mouvement, « ce qui compte n'est pas ce qui sera, mais ce qui est, ici et maintenant, et c'est une formidable école de pensée politique et de démocratie directe ».

Il n'y a pas de peuple israélien, c'est un fait, tant qu'une partie de sa population est exclue du collectif national sur des critères ethniques, et ne bénéficie pas de tous les droits de citoyen à part entière. Il ne peut y avoir dans ces conditions qu'un peuple juif, une partie du peuple juif installée sur la terre de Palestine.

Le mouvement élude là aussi largement cette question, à l'exception de la droite et de la gauche sioniste travailliste pour qui il s'agit toujours – tout en refusant de « faire de la politique » pour ne pas rompre l'unité – d'imposer le consensus sioniste fondateur comme plancher de la revendication sociale. Et bien sûr cela n'est pas politique ; ça, c'est la norme! Pourtant le mouvement s'est placé d'emblée dans les pas de la Place Tahrir, et lorsque Yeouda Poliker doit clore la manifestation du 30 juillet par La Tivka (l'hymne national juif israélien) il chante un morceau de sa composition sur un nouveau Moyen Orient...

Michel Warschawski soulignait aussi les convergences avec la plateforme des forums sociaux mondiaux, « nous ne sommes pas des marchandises, un autre monde est possible ». Ce mouvement, parce qu'il est dans l'impossibilité de s'interroger ouvertement sur le sionisme, et l'inégalité structurelle et la guerre permanente qu'il implique, ne peut articuler aujourd'hui sa revendication

sociale pour touuuuute la classe moyenne juive, et un autre monde possible auquel il aspire, où la justice sociale passe par l'égalité de tous, et l'amorce d'un véritable processus de décolonisation au sens le plus large du terme. **Un peuple entier réclame un avenir!**

1) voir ci-dessous le texte intégral de l'intervention de Shira Ohayon Tel-Aviv 6 août

2) A ce propos, un autre passage du communiqué de LPM France mérite notre attention :

*Les places des villes à travers tout le pays se couvrent de « campements de tentes », s'inspirant de l'exemple de la place Tahrir; pour protester contre les hausses de prix, mais également pour dénoncer l'appauvrissement des classes moyennes, la destruction des services publics et la priorité donnée, pour des raisons idéologiques et électorales, aux habitants des implantations de Cisjordanie et aux ultra-orthodoxes...*

Petit paradoxe cependant lorsque ces derniers rejoignent le mouvement contestataire. Et petit problème aussi si l'on considère l'extrême pauvreté qui sévit notamment dans les familles orthodoxes victimes elles aussi du néolibéralisme (cf. article du Manifesto sur l'exploitation de ces familles prolétaires à Modi'in : [Le Grand soir](#), et aussi « La Cisjordanie, nouveau 'Far Est' du capitalisme israélien » par Gadi Algazi, *Le Monde diplomatique*, octobre 2006.

---

Annexe :

**Cet appel ne lâchera pas - Le peuple veut la justice !**

**Shira Ohayon** : discours de la manifestation de Tel Aviv samedi 6 août 2011

*traduit de l'anglais par Michèle Sibony*

Bonsoir à tous mes frères et soeurs de la protestation, les héros et les héroïnes de la révolution. Je m'appelle Shira Ohayon, mère célibataire née à Dimona, j'habite un appartement loué à Ashdod, et je milite dans la lutte des travailleurs et musiciens du Nouvel Orchestre Andalou contre la fermeture de ce lieu. Je suis professeur et éducatrice en Israël

Aujourd'hui je suis venue vous dire au nom de mes soeurs des quartiers pauvres des villes et des villages à travers le pays, que je suis écoeurée et fatiguée! Nous sommes fatiguées de cet Etat qui nous frappe encore et encore : parce que nous sommes des femmes, parce que nous sommes des mères célibataires, parce que nous sommes des Orientales (juives issues du monde arabe ; ndlt), parce que nous vivons dans les banlieues et les villes, parce que nous sommes des professeurs, des artistes, parce que nous parlons notre langue maternelle l'arabe, et cette fois parce que nous nous levons pour protester contre le brutal système capitaliste qui a fait de nous des pauvres, des sans emploi, des sans domicile, qui a piétiné notre dignité. Nous ne sommes ni des enfants gâtés ni des parasites ! Tout ce que nous demandons est de vivre dans la dignité et d'avoir un avenir à offrir à nos enfants.

Nous n'avons pas de sécurité dans l'Etat d'Israël, la Sécurité commence à la maison – avec un logement, avec un emploi stable, avec la santé, l'éducation, des services sociaux, aussi avec la culture. La Culture n'est pas un luxe, les artistes crèvent de faim dans l'Etat d'Israël.

Depuis des années nous sommes séparés par des barrières et des murs faits aussi bien de béton que de haine et de racisme, et nous nous prenons à la gorge et nous battons pour les miettes des miettes que nous ont laissées les Tycoons après avoir accaparé toutes les ressources du pays.

Toute ma vie j'ai nagé contre le courant. Avec mes frères et soeurs du mouvement Ahoti (Ma soeur) j'ai lutté pour les femmes d'Israël, pour une éducation de qualité pour les résidents des quartiers défavorisés des banlieues et des villes, pour des enseignants de qualité, pour les droits des mères, pour les droits des artistes créateurs, et pour une juste attribution des logements, de la terre et des ressources culturelles.

L'Etat d'Israël ne nous donne pas de sécurité, à aucun d'entre nous. La sécurité commence à la maison : logement, emploi stable, santé, éducation et services sociaux, et aussi culture. J'ai payé et paye encore un douloureux prix personnel. Pour la première fois de ma vie je me retrouve nageant avec le courant. Avec l'aide de Dieu, avec ce merveilleux flux de solidarité, de fraternité et de sororité, qui déferle sur tout le pays, d'Eilat à Dimona, de Baka et Nazareth à Kyriat shmone, exigeant une réelle correction des erreurs et des abus. Nous devons une grande gratitude aux initiateurs révolutionnaires Daphne Leaf , Stav Shafir, et leurs amis, qui ont fait sortir les masses de citoyens vers les tentes et les places publiques et nous ont donné, à nous, la majorité dans ce pays, la possibilité de crier notre douleur, de parler des blessures et des inquiétudes, et de lutter ensemble pour l'espoir, pour apporter un changement.

Même les résidents des banlieues pauvres du sud de Tel Aviv, Shapira et Newe Shanaan, et Kfar Shalem et Hatikva et Jaffa, sont là pour protester et crier et hurler contre les négligences et l'abandon depuis des années, comme les résidents du Nord de Tel Aviv (quartiers plus riches ndlt) pas de paix sans égalité! disaient les Black Panthers qui ont initié la culture de protestation et l'appel à la justice sociale en Israël.

Aujourd'hui nous sommes tous ici, hommes et femmes, Juifs et Arabes, Ashkenazes et Sepharades, nouveaux immigrants et anciens israéliens, religieux et séculiers, résidents du Sud, du Centre et du Nord, esclaves migrants et réfugiés, tous ensemble, unis et déterminés à restaurer la souveraineté de ce pays pour nous, ses citoyens. Une justice sociale et distributive – nous ne ferons de compromis pour rien de moins. Nous avons atteint le point de non retour. De la Révolution on ne peut revenir en arrière, jusqu'à ce que nous changions le système et atteignons l'égalité totale. Quel que soit le genre, la religion, couleur, origine, nationalité ou orientation sexuelle. Nous sommes tous des êtres-humains, des citoyens égaux; ni des esclaves ni des sujets soumis!

Monsieur le premier ministre, nous en avons assez de la politique capitaliste extrémiste que vous avez instituée. Vous avez réduit l'imposition des barons du capital, dont l'avidité est insatiable, et vous avez réduit ou supprimé les services sociaux, l'éducation, la santé ! Nous sommes ici pour vous dire cette nuit d'une voix forte et claire : Ça suffit! Le peuple veut une autre voie! Le peuple veut la direction opposée! Le peuple veut la justice!

Votre gouvernement s'est désengagé envers le peuple. Mais ne vous y trompez pas: le peuple ne lâchera pas. Cet appel ne lâchera pas : Oui le peuple veut la justice sociale!